tion quant à la croyance de la femme, mais ces deux points de vue ont été mis de côté par le jugement final et l'on a traité la matière, tant en droit qu'au fond, comme étant le mariage de deux catholiques capables de donner un consentement valable devant un ministre protestant; en sorte que ces deux décisions sont absolument au point et contraires à la doctrine que cette Cour a cru devoir adopter.

“Le jugement de M. le juge Papineau qui n'est pas très long, mais dans lequel on retrouve tous les arguments de la théorie qu'il a adoptée et aussi la plupart des statuts qui ont trait à la matière, excepté cependant le 14-15 Victoria plus haut mentionné, qui, dans l'opinion de cette Cour, jette une si grande lumière sur le sujet, est basé surtout sur le considérant que notre loi n'a pas établi le mariage civil, mais qu'elle donne seulement des effets civils au mariage religieux, lequel est le mariage proprement dit et doit être annulé par l'Ordinaire, la Cour civile n'ayant aucune juridiction pour le faire. Il semble que la distinction faite plus haut, entre le mariage proprement dit, le sacrement et l'acte civil du mariage doivent faire justice de cette théorie. Le Code n'a certainement pas créé le mariage civil, mais il ne s'est pas contenté non plus de donner des effets civils au mariage religieux. Il a légiféré sur le côté civil du mariage, adoptant les officiants du sacrement comme fonctionnaires de la loi civile soumis par ce côté à la juridiction des tribunaux civils. Loin d'avoir déclaré que les cours civiles ne seraient pas compétentes à annuler le mariage, il consacre tout un chapitre à établir les causes, à limiter les droits de cette nullité, et il n'a ni organisé ni reconnu aucune juridiction religieuse pour entendre et juger ces causes.

“Pour en arriver à la même conclusion, l'honorable juge Jetté remonte aux sources de notre législation sur la matière, persuadé qu'un des modes les plus sûrs pour